

TABLE RONDE

M. TESTU.- J'accueille M. AUBERT, MM. MORARU et SAVA, M. DEBIEN et un Apiculteur Professionnel du Réseau Biodiversité.



M. Michel AUBERT -AFSSA – Directeur du Laboratoire d'étude et de recherche sur les petits ruminants et les abeilles.

Le laboratoire AFSSA de Sophia-Antipolis participe aux des études sur le phénomène de dépérissement des colonies d'abeilles depuis plusieurs années. Parmi les différents facteurs en cause dans le phénomène, l'AFSSA étudie plus particulièrement les virus (paralyse chronique, paralyse aiguë, maladie du couvain sacciforme) et les problématiques de résidus de contaminants dans les différentes parties de la ruche. Depuis 2002, le laboratoire de Sophia-Antipolis mène une Enquête Multifactorielle Prospective (EMP) sur les surmortalités des colonies d'abeilles.

M. Petru MORARU.- Directeur Général de l'Institut de Recherches et Développement pour l'Apiculture de Bucarest en Roumanie, apiculteur professionnel, et également Vice-Président de l'Association des Apiculteurs de Roumanie. Il a travaillé sur différents sujets de recherche dans le domaine de l'apiculture : l'instinct d'accumulation de l'abeille domestique, amélioration des traits productifs de l'abeille mellifère, étude des facteurs qui influencent la capacité biologique et productive des colonies d'abeilles... Il a également publié en 2005 un livre intitulé « La Nutrition des colonies d'abeilles », aux Éditions Coral-Savimet, Bucarest 2005 (réédité en 2006).

M. Gheorghe SAVA - Titulaire d'un doctorat en botanique, M. Sava est responsable de l'antenne de Bacau de l'Institut Apicole de Bucarest, Roumanie. Il est chargé du développement de l'apiculture sur ce secteur.

M. Yves DEBIEN.- Agriculteur dans le département de la Vienne, associé au sein du GAEC de la Baie des Champs, M. Débien est également membre du réseau FARRE. Engagé depuis plusieurs années dans l'agriculture raisonnée, le GAEC de la Baie des Champs s'est impliqué dans le Réseau Biodiversité pour les Abeilles en implantant 6 ha de jachères apicoles sur des parcelles de l'exploitation.

Apiculteur Professionnel du Réseau Biodiversité.- Apiculteur dans l'Aveyron qui loue ses ruches à des agriculteurs multiplicateurs de semences (colza, tournesol, lin, luzerne...), à des arboriculteurs (pommier notamment) et à des producteurs de légumes (chicorée, poireaux, oignons, échalotes, cornichons...). Dans l'année, les ruches sont régulièrement déplacées afin de suivre la floraison des différentes espèces végétales à polliniser, depuis les fruitiers en avril jusqu'aux légumes en septembre.

M. CHEVASSUS-AU-LOUIS.- Directeur de recherche de l'INRA Jouy en Josas. Bernard Chevassus-au-Louis est spécialiste des questions liées à la biodiversité. Agrégé de sciences naturelles, docteur en sciences de l'université Paris 11, directeur de recherches à l'INRA (Institut national de la recherche agronomique), il fut de janvier 2002 à avril 2006 président du Muséum national d'histoire naturelle. Il a été préalablement chef du département d'Hydrobiologie et Faune sauvage de l'INRA (1984-1989), directeur général de cet organisme (1992-1996) puis, de 1998 à 2002, président du conseil d'administration de l'AFSSA (Agence française de sécurité sanitaire des aliments).

J'accueille avec joie Bernard CHEVASSUS-AU-LOUIS de l'INRA, ancien président du Muséum d'Histoire naturelle.

M. Chevassus-au-Louis, vous êtes dans l'actualité avec la sortie de votre livre : « *Biodiversité, un nouveau regard* » dans la collection des leçons inaugurales du groupe ESA d'Angers.

Dans votre ouvrage, quelques petites citations nous ont marqués, en particulier lorsque vous parlez, à propos de la biodiversité, de la nécessité d'impliquer l'ensemble des acteurs dans cette démarche, et également lorsque vous dites qu'il est important de socialiser la biodiversité plutôt que de la sacraliser.

Par ces expressions, nous nous rejoignons et j'allais dire que vous avez presque inventé le Réseau Biodiversité en écrivant ces lignes.

J'en profite pour remercier ceux qui ne se sont pas encore exprimés, je crois que chacun

d'entre vous aurait pu témoigner. Merci à ceux qui l'ont fait et merci à vous de les avoir écoutés.

Je me tourne vers vous, Monsieur CHEVASSUS-AU-LOUIS, pour savoir en quoi l'action menée par le Réseau Biodiversité s'inscrit dans votre vision de la biodiversité ?

M. CHEVASSUS-AU-LOUIS.- Je voudrais d'abord vous préciser que je n'y connais rien en abeilles, je suis un naturaliste, et je n'ai pas de compétence particulière concernant le sujet des abeilles.

Effectivement, on est actuellement dans ce que j'appelle du « génie écologique de première génération », c'est-à-dire que chacun trouve un petit aménagement auquel il est particulièrement attentif.

Par exemple les gens qui s'intéressent à la migration des anguilles sont très favorables aux bandes enherbées d'un certain type le long des ouvrages d'art, afin que les civelles puissent remonter et court-circuiter l'ouvrage d'art. Les gens qui s'intéressent à l'intégration des amphibiens à la saison des amours ne jurent que par des travaux et autres aménagements appropriés.

Cela veut dire que la première génération, ce sont des aménagements « mono usage ». Je crois que c'est très bien que chacun, comme je l'ai dit, s'approprie, en fonction de son regard sur la biodiversité, en fonction du fait qu'il a un intérêt particulier pour le crapaud buffle ou les insectes piqueurs ou autres, ces éléments de première génération.

La deuxième génération va être de combiner tout cela dans l'espace, ce qui suppose deux éléments. Le premier, c'est de montrer que ces aménagements spécifiques de première génération, peut-être avec quelques petits aménagements complémentaires, peuvent servir à bien d'autres choses. On a vu tout à l'heure qu'en discutant avec les chasseurs qui sont plutôt sur le créneau graminées, on arrive peut-être à concevoir une jachère apicole et cynégétique.

Si l'on regarde en dessous du sol ce qui se passe pour les nématodes ou les lombrics, on voit que ces jachères fleuries peuvent aussi avoir d'autres utilités, par exemple elles peuvent aussi contribuer à retenir l'eau dans les sols ou à lutter contre l'érosion.

Cette deuxième génération va être plus difficile à mettre en place parce que c'est la génération des infrastructures écologiques. De quoi s'agit-il ?

En 1970, il fallait moderniser la France, c'étaient les autoroutes, les voies de chemin de fer et les voies de circulation. En 1990 il fallait encore moderniser la France, c'était le câblage informatique, les réseaux de télécommunication etc.

2010 c'est la modernisation écologique, à savoir mettre en place sur notre territoire des infrastructures qui vont permettre à la vie de continuer à exister, de se déplacer et de

jouer son rôle sur notre territoire et en Europe.

Il faut se préparer à cette génération 2010. Un certain nombre de régions – je n'en cite que deux, c'est le cas de l'Alsace et de la région Nord Pas-de-Calais - commencent à avoir des cartes de schéma directeur d'infrastructure écologique. Il faut se préparer à cela et à discuter avec ceux qui disent : « moi, j'ai un petit élément d'aménagement du territoire, comment pourrait-on le mettre en place pour que cela se combine avec d'autres et joue un rôle global d'infrastructure ? »

J'ai donné cette expression de « socialiser la biodiversité », c'est-à-dire que tout le monde doit se sentir compétent.

Je terminerai par l'idée que l'abeille a des yeux à facettes ; à quoi cela sert-il ? Cela permet de regarder des tas de choses différentes dans l'espace mais à condition qu'à un moment donné cela converge. C'est la même image pour les infrastructures écologiques, il faut que tout le monde, en Savoie, dans le Nord Pas-de-Calais, fasse des essais, et qu'on ait un lieu où l'on met cela en commun c'est-à-dire dans lequel on va combiner des expériences.

Je suis d'accord avec Michel AUBERT, si vous attendez que la recherche professionnelle démêle l'épouvantable problème que vous posez avec des interactions entre alimentation, biodiversité, agents pathogènes, pesticides et autres, vous risquez d'attendre longtemps et d'être un peu désespérés de ne pas voir arriver le résultat final. Il faut s'y mettre et apprendre ensemble à gérer ce paysage. C'est mon message pour lancer la table ronde.

M. TESTU.- Merci, Monsieur CHEVASSUS. Je me tourne vers Yves DEBIEN pour qu'il nous donne son point de vue d'agriculteur, et qu'il nous dise quel est son intérêt dans les jachères apicoles.

M. DEBIEN.- Je suis de la région de Poitiers, éleveur de porcs, producteur de grandes cultures, dont la majorité serviront aux animaux.

Producteur de porcs, vous comprendrez de vous-mêmes que ça ne sent pas bon, on utilise des pesticides et un peu d'insecticides. Autre handicap, on arrose et on utilise de l'eau (pas de l'eau potable), donc nous sommes contents de communiquer sur notre métier pour montrer que nous essayons de vivre avec notre milieu et de le préserver.

A un ami qui m'a proposé d'aménager des jachères apicoles, j'ai dit : plutôt que d'avoir une jachère qui ne serve à rien, autant qu'elle serve à quelque chose, d'autant plus que nous n'avons pas de colza dans notre région.

D'autre part, je suis un élu de commune, et cela a été l'occasion de mettre des affiches, afin que les gens s'arrêtent dans ces prairies et viennent cueillir des fleurs. Cela permet de discuter, et dans la mesure où nous avons sur notre commune des jachères fleuries

faites par le syndicat de chasse, toute notre commune est fleurie.

Cela a au moins un mérite, je dis souvent que la ville et la campagne se sont perdues de vue et il est grand temps qu'elles se rapprochent et se tendent la main. S'il y en a un qui doit tendre la main le premier, c'est bien l'agriculteur parce qu'il est sur ce territoire depuis longtemps.

M. TESTU.- A propos d'élus, Philippe LECOMPTE parlait d'un membre du Conseil Régional Champagne Ardennes, Frédéric GALLOIS qui devait participer à cette table ronde, et qui s'excuse en raison d'un impératif de dernière minute.

Monsieur l'apiculteur, je reviens vers vous ; en s'appuyant sur ce qu'on a entendu cet après-midi, grâce à nos amis roumains, est-ce que selon vous il y a un moyen de sortir de cette crise de l'apiculture et est-ce qu'on peut, notamment concernant les pathologies, imaginer d'appliquer en France ce qui commence à se faire en Roumanie ?

Apiculteur professionnel du Réseau Biodiversité.- Je voudrais qu'on en sorte le plus rapidement possible. Actuellement l'image que nous donnons de l'agriculture et de l'apiculture est tout à fait désolante. Tout à l'heure, M. AUBERT a dit que nous sommes le seul pays au monde, à accuser un certain produit ou un produit certain, pour ne pas faire de jeu de mots, qui serait le seul à détruire les abeilles, pour ne citer que les abeilles domestiques. Cela ne peut pas aller.

En parlant de problèmes multifactoriels, je crois avoir été l'un des premiers à Paris à parler de ce problème de multifactorialité sur la mortalité des abeilles.

Je rejoins complètement l'analyse des roumains. Nous avons des rencontres régulières avec Raymond BORNECK sur le travail qu'il a pu faire, je l'avais qualifié en son temps de pape de l'apiculture, vu les compétences qu'a cet homme depuis un demi-siècle d'apiculture mondiale. Je crois qu'on peut lui faire confiance.

Je suis agriculteur et apiculteur, j'assure la pollinisation des cultures depuis 1971. Nous arrivons à polliniser chez les agriculteurs plus de 500 hectares de la même variété, ce n'est pas rien.

A partir des constats que nous avons faits avec des semences traitées, j'avais fait une intervention à un congrès sanitaire qui avait eu lieu à Le Blanc, où j'avais été rejoint par les apiculteurs des Savoies et les apiculteurs suisses, suite aux mortalités d'abeilles dans des régions où on n'employait pas de pesticide, et où on ne pouvait parler que de multifactorialité des mortalités.

En tant qu'ancien responsable sanitaire, je pense que les problèmes liés au *Varroa* sont indéniables et je crois qu'on n'a pas tout trouvé au niveau des problèmes engendrés par cet acarien sur notre insecte qu'est l'abeille, et ses dégénérescences.

La démonstration a été faite, et Jean-Paul FAUCON a parlé de ce rucher qui n'avait pas été traité et qui a disparu, nous le voyons en tant que spécialistes apicoles auprès des services vétérinaires de nos départements, nous le voyons continuellement.

Certains veulent développer l'apiculture pluri active comme on se sert d'un vélo tout terrain, seulement comme je l'ai dit pour les abeilles, comme je le dis aussi pour les chevaux, les gens abandonnent le cheval, ce n'est pas une moto, ce n'est pas un vélo. Les abeilles aussi, il faut s'en occuper.

M. TESTU.- Je vous remercie, je profite d'avoir du beau monde autour de cette table pour demander à Michel AUBERT quand avaient commencé les premières recherches sur la mortalité d'abeilles ? Est-ce qu'elles ont été lancées dès le début de la crise ou il y a eu un laps de temps ?

Est-ce que vous estimez manquer de moyens ? Est-ce que vous pensez que la France manque de moyens et est-ce que l'Etat assure bien son rôle quand on voit que chez certains de nos voisins européens comme en Belgique, un certain nombre de programmes de recherche sont financés ?

M. AUBERT.- N'attendez pas d'un chercheur qu'il dise : « on a assez de moyens, nos équipes sont assez nombreuses » ... Je crois que je ne vais pas répondre à votre question !

Je vais quand même ajouter quelque chose. Objectivement, par rapport aux moyens que consacre l'AFSSA, je l'ai dit clairement à Mme BRIAND notre directrice générale, compte tenu des moyens que l'AFSSA a sa disposition, la force des équipes des chercheurs, des techniciens, et compte tenu du poids des pathologies de l'abeille par rapport aux pathologies d'autres animaux domestiques, je crois que les moyens sont appropriés.

Heureusement nous ne sommes pas les seuls à travailler sur la pathologie de l'abeille.

Il faut que ce soit clair entre nous tous, la pathologie de l'abeille notre sujet d'étude - c'est pour nous tout ce qui est souffrance, par l'action d'organismes pathogènes - on a parlé de parasites comme le *Varroa*- mais souffrance aussi par des carences, et aussi par l'action de produits de synthèse.

Je ne veux pas être ambigu. Ce produit, dont on ne donnera pas le nom, comme tous les autres, reste suspect à nos yeux et doit toujours rester sous surveillance ; pour nous une question scientifique n'est jamais totalement résolue, mais il faut agir. Comme disait M. CHEVASSUS-AU-LOUIS, à la fin il faut prendre une décision et il faut décider pour une action ou une autre.

Concernant les moyens, avec l'aide des chercheurs étrangers, grâce aux contacts très importants et très intimes que nous avons avec le terrain, avec l'aide d'amis apiculteurs très spécialistes, très compétents mais aussi très humbles, aussi humbles que nous par rapport au peu de connaissances que nous avons et par rapport à la masse des choses que nous devons encore apprendre tous les jours, je pense que nous avançons.

Bien sûr, si on était plus nombreux, on irait plus vite. Si je n'avais pas d'autres responsabilités, notamment la direction d'un laboratoire, si Jean-Paul FAUCON ne se partageait pas entre les cours apicoles, la direction d'une équipe de recherche, toute la gestion administrative, ce serait plus simple. Je pense qu'il faut être raisonnable, et je crois qu'on en sait quand même assez aujourd'hui, et qu'on a des moyens pour avancer. Je le pense sincèrement.

M. CHEVASSUS-AU-LOUIS.- Je voudrais insister sur le fait que, si vous avez la possibilité de faire passer des messages à différents endroits, cette relation entre des agents pathogènes et des abeilles est du rôle des facteurs environnementaux, que ce soit l'alimentation, la qualité du milieu, ce qui fait que le phénomène pathogène va être plus ou moins important. Cette vision qu'on appelle écopathologique, est insuffisamment développée dans la recherche française.

Or aujourd'hui, ces mêmes questions se posent sur des sujets assez voisins. Par exemple, sur les mortalités estivales d'huîtres en bassin d'Arcachon, on cherche un agent pathogène et on se rend compte que parfois il est méchant, parfois il ne l'est pas en fonction de la qualité du plancton, de la gestion de l'environnement... Cela se pose dans les élevages de crevettes en zone intertropicale, il y a des tas d'agents pathogènes opportunistes.

Il faut davantage comprendre comment une gestion de l'environnement au sens large, à savoir l'alimentation, la qualité de l'élevage, est susceptible de déclencher ou non ces phénomènes de pathogénicité. Comme la pathologie a surtout été étudiée chez des vertébrés et surtout chez des mammifères, on est trop resté dans la dimension : un individu, un agent pathogène, et si c'est un agent pathogène, cela déclenche une maladie. C'est ce qu'on appelle l'approche pastorienne classique.

Or, vous posez des questions plus compliquées et plus intéressantes. Un agent ne sait pas s'il est pathogène ou pas, il mène sa petite vie d'agent comme n'importe quel organisme biologique, et suivant la manière dont on va gérer l'environnement, on va déclencher ou non ces phénomènes de manière plus ou moins importante et plus ou moins catastrophique.

Stimuler cette recherche en écopathologie permettrait de comprendre la raison des mortalités d'abeilles.

Je ne sais pas ce que tu en penses, Michel.

M. AUBERT.- Je suis d'accord. Il se trouve que j'ai travaillé pendant de très nombreuses années sur la rage, on n'est absolument pas dans ce schéma dans la plupart des maladies des vertébrés. La rage c'est une bombe atomique. Vous inoculez le virus à un renard, il ne peut pas en réchapper, et il serait capable de l'inoculer à des milliers d'autres renards si c'était physiquement possible.

On n'est pas dans ce schéma pour la plupart des maladies qui restent pathogènes pour l'homme. On n'est pas dans ce schéma-là pour l'abeille. On ne va pas dire : tel virus est obligatoirement pathogène pour l'abeille. Il y a peut-être une exception avec le virus de la paralysie chronique, et encore. On a un ensemble de schémas.

Il se trouve par exemple que tous ces virus de l'abeille sont devenus beaucoup plus pathogènes depuis *Varroa*. On a un jeu qui est totalement faussé. Même si on n'identifie pas le facteur unique, tous les ruchers de France sont parasités par le *Varroa* sauf sur certaines îles. Mais tous les ruchers de France ne meurent pas, c'est donc bien qu'on se trouve dans un système plurifactoriel, mais l'équilibre est déplacé. Parce que vous avez *Varroa*, on a déplacé tous les équilibres. Le moindre déséquilibre supplémentaire va entraîner une cascade.

On sait que la plupart des virus diminuent de quelques jours la longueur de vie des stades immatures et matures chez l'abeille. Mais, à force de diminuer, à la fin, l'équilibre est rompu.

M. TESTU.- Je me tourne vers nos amis de Bucarest pour savoir, Monsieur SAVA, Monsieur MORARU, ce que vous retenir de ces quelques jours passés en France et quelle vision vous avez de notre apiculture et de la façon dont la filière essaye de s'en sortir.

M. SAVA.- Merci de nous avoir invités. C'est certainement pour nous une bonne expérience, nous avons échangé beaucoup de connaissances dans le domaine de l'apiculture.

En ce qui concerne la mortalité des abeilles, à notre avis c'est un problème très sérieux qui malheureusement, ne peut pas être résolu en quelques jours, même en quelques mois, peut-être même faudra-t-il plusieurs années.

Comme on l'a remarqué, il faut avoir des études de laboratoire complémentaires. Il faut faire appel aux spécialistes puisqu'on ne peut pas dire quel facteur est responsable actuellement. Ce serait facile de trouver un facteur responsable de la mort des abeilles, mais ce serait une grande erreur.

C'est pour cela que, à notre avis, il faut réunir plusieurs chercheurs qui peuvent, par leur étude, trouver la cause de la mortalité.

Le laboratoire de Bucarest peut collaborer avec vous pour donner un coup de main.

Peut-être que ce qui se passe maintenant chez vous sera demain chez nous, et c'est mieux de trouver la cause de cette maladie qui détruit beaucoup d'abeilles.

Cela coûte cher, nous en sommes conscients mais il n'y a pas d'autre possibilité.

En ce qui concerne les jachères, c'est une très bonne chose dans les conditions actuelles. Peut-être que c'est le meilleur moyen d'assurer la nourriture pour les abeilles. A mon avis si vous pouvez agrandir la surface, ce sera encore mieux. En même temps il faut trouver peut-être plusieurs sortes de plantes, plus variées pour assurer aussi une variété des pollens nécessaires aux abeilles.

M. MORARU.- En ce qui concerne le *Nosema*, ce cumul de facteurs qu'on a remarqué dans notre discussion, votre agriculture intensive en est peut-être responsable. En même temps vos apiculteurs détiennent un grand nombre de ruches ; peut-être est-ce une des raisons pour lesquelles les abeilles n'arrivent pas à avoir une quantité suffisante de pollen, de même en ce qui concerne la qualité.

Autre problème à vous faire observer, en ce qui concerne la biodiversité, est-ce que vous conservez intact le génome de votre ancienne souche d'abeilles ?

La relation entre les plantes et les abeilles est établie depuis des milliers d'années. Si vous introduisez de nouvelles races sans avoir d'étude préalable pour établir son adaptation, leur résistance peut être moins bonne.

Pour terminer, il faut prendre en considération les points de vue morphologiques, la longueur des trompes des abeilles. Si on importe une race d'abeilles avec une trompe trop courte, elle ne peut pas s'adapter sur les plantes existantes. C'est pour cette raison qu'en Roumanie nous ne voulons pas introduire les autres races pour hybrider nos abeilles.

On a constaté la triste expérience des polonais et des slovaques, qui regrettent d'avoir importé de nombreuses races dans leur pays.

Il ne faut surtout pas détruire le milieu existant.

M. LECOMPTE.- Le propos sur la race locale, la race adaptée au lieu où l'on pratique l'apiculture est un propos que j'entends depuis toujours, également chez nous en France, et je comprends parfaitement la préoccupation et le mode opératoire que les Roumains ont mis en place chez eux.

Les fleurs roumaines sont stables, extrêmement stables, et elles vont sans doute changer dans les années à venir. Dans nos pays occidentaux les fleurs ont évolué d'une manière phénoménale et on voit, dans les profils polliniques des milieux, que les fleurs spontanées et sub-spontanées interviennent de moins en moins dans le bol alimentaire des abeilles, dans le milieu où l'agriculture s'est très fortement développée.

Il y a encore des régions en France qui échappent à cette logique comme la moyenne montagne. La zone Méditerranée aussi échappe à cette logique mais dans les autres régions qui constituent les régions principales de production de miel, la flore a évolué de manière considérable.

A contrario, nous sommes à la recherche d'une abeille qui serait adaptée à ces évolutions de végétation.

Certes, dans la recherche d'un génome adapté à cette nouvelle situation, l'apiculture est allée chercher tout ce qu'on trouvait sur la planète, chacun essayant de trouver une solution à son problème. Cela n'a pas été coordonné en France.

Sans arrêt, revient sur le tapis cette question de la préservation des écotypes mais aussi de géniteurs, un génome adapté aux conditions actuelles de la production. Je suis certain qu'actuellement en France on n'a pas les moyens d'une production d'une race adaptée à l'apiculture française.

Ceci dit, les savoir-faire des autres nous intéressent beaucoup. Nous serons amenés à avoir des collaborations avec vous parce que les savoirs que vous avez, on peut aussi les importer chez nous.

M. TESTU.- J'ai une dernière question pour M. CHEVASSUS-AU-LOUIS. Je m'adresse au naturaliste que vous êtes. Quel conseil donneriez-vous au Réseau Biodiversité pour les Abeilles dans sa mission de préservation de la biodiversité ?

M. CHEVASSUS-AU-LOUIS.- Je crois que cela a été dit tout à l'heure, il ne faut pas essayer de porter tous les péchés du monde. A mon avis, entre une vision trop restreinte c'est-à-dire nourrir les abeilles domestiques, et une prétention du genre : « on va résoudre l'ensemble des problèmes de biodiversité », il faudrait mieux cerner, non seulement au niveau du discours mais aussi de la réalité, ce que l'on peut faire avec une jachère apicole.

On a eu un certain nombre d'exemples, au moins en ce qui concerne l'utilisation du mot « biodiversité ». On peut se limiter aux insectes pollinisateurs ou élargir aux phytophages ou aux lépidoptères, peut-être aussi sur une partie de la faune avicole : il faudrait regarder quelle serait votre cible, montrer que cela concerne un ensemble d'espèces un peu plus large, et dire : « voilà à quoi on peut contribuer ». En restant dans l'idée qu'aujourd'hui, quand on regarde les indicateurs de biodiversité, globalement c'est plutôt dans les milieux ruraux et les plus agricoles que cela dégringole le plus vite.

J'adore les milieux des petits pavillons autour des villes, mais le fait de constater que cela va plutôt mieux dans les zones pavillonnaires que dans les milieux ruraux travaillés par des agriculteurs qui y sont depuis longtemps, cela me semble anormal.

Globalement, ceux qui travaillent dans l'espace rural devraient pouvoir reconquérir leur part de responsabilité, et j'ai bien aimé l'intervention de la Savoie tout à l'heure disant qu'il faut bien vivre, mais qu'il faut avoir une part de philanthropie. Il y a ceux qui sont totalement philanthropes, la sélection naturelle les a éliminés depuis longtemps. Il vous faut définir votre part de philanthropie, que vous soyez apiculteur, éleveur porcin... S'il n'y a pas cette part de philanthropie collective et si chacun campe sur son pré carré, on n'ira pas très loin.

Il s'agit de mieux définir ce qu'on peut faire d'autre que strictement votre opération qui est de nourrir vos abeilles –et cela ne me choque pas du tout- et le revendiquer. L'échéance c'est la nouvelle politique agricole commune. On n'a pas le droit d'en parler jusqu'à 2008 mais dès 2009 ce sera possible.

Le premier pilier sur le soutien aux productions va s'effondrer lentement mais sûrement. « A quel titre on va aider un certain nombre de pratiques dans l'espace rural ? » C'est à cela qu'il faut se préparer.

J'ai l'impression que votre profession a quelques tiraillements internes. Je ne connais pas de profession plus divisée aujourd'hui que les professions agricoles. Vous n'entendez jamais les syndicats de médecins se disputer entre eux. Vous n'entendez jamais les syndicats boulangers se disputer entre eux, vous n'entendez jamais les syndicats de plombiers porter leurs débats sur la place publique.

Nous devons faire tout notre possible pour que, dans la bonne tradition agricole, on se dispute en famille mais qu'il y ait un front uni pour dire : « voilà l'espace rural que nous voulons demain et voilà la biodiversité que nous voulons construire », ce sera mon message final.

Même si je n'y connais rien en abeilles j'essayerai de relayer ce message partout où ce sera accepté.

M. TESTU.- Merci beaucoup. Nous allons commencer une séance de questions en réaction à ce qui a été dit.

M. ODOUX.- Je travaille à l'INRA. Je voudrais réagir sur deux choses. La première par rapport à la réflexion de M. MORARU, que je salue au passage, concernant les races d'abeilles que nous utilisons en France. Pour ceux d'entre vous qui se sont déplacés à la SICAM, on a eu la chance d'organiser cette année en France un rassemblement sur la conservation de l'abeille noire européenne en octobre à Versailles.

Vous avez pu constater que l'abeille noire de pays, l'abeille locale est tout à fait vivante en France puisqu'il y a 12 projets actuellement dénombrés de groupes qui organisent la multiplication, la sélection et la diffusion des reines noires en France.

N'ayez aucune inquiétude sur cette reine noire. Des groupements sont capables d'en diffuser plusieurs centaines, voire plusieurs milliers. Il ne faut pas considérer que cette affaire est à peu près morte. Cela me ferait de la peine de laisser planer le doute là-dessus.

Le deuxième élément sur lequel je voulais rebondir par rapport au débat de ce matin, c'est la connaissance botanique de l'environnement naturel qu'il y a autour de nos ruches, qui devrait être la base de formation de tout apiculteur avant de commencer à travailler, et qui me semble un point fondamental tout à fait sous-estimé.

On plante des jachères d'accord, mais est-ce qu'on a bien fait le tour de la question dans le territoire de butinage autour de nos ruches ? Est-ce que vous savez exactement ce qui fleurit, quand, où, à quel moment, et est-ce que vous êtes capables d'en tirer des tableaux précis ? La question devrait être beaucoup plus approfondie qu'elle ne l'est actuellement.

Un intervenant.- L'apiculture c'est un métier complexe, je pense que c'est une évidence, parce qu'on doit prendre en compte énormément de facteurs, et même avec un environnement botanique connu, un emplacement peut n'avoir aucun intérêt, et a contrario un emplacement qui paraît un peu saugrenu peut être très intéressant à une petite période de l'année. Il ne faut pas trop remettre en cause les capacités de production de l'apiculture.

Comme dans toute profession, il y a des gens qui travaillent bien, d'autre moins bien. Je rejoins l'idée qui dit que ce n'est pas la peine de se diviser, qu'il vaudrait mieux, chacun avec nos particularités, avancer dans le même sens. C'est plus serein pour le débat.

M. LECOMPTE.- L'apiculture n'a pas fait le choix de la connaissance de la ressource. C'est clair. Au cours des réunions au sein de l'Académie d'Agriculture sur les problèmes de relation apiculture agriculture, j'ai fait la proposition de profiler milieu par milieu, l'espace dans lequel on travaille. Il y a eu un refus de la part des collègues apiculteurs, des gens qui ont des positions extrêmement importantes dans la structuration apicole. Il y a eu une opposition parce que les choix de la profession ne se fondent pas sur ces axes-là.

On a l'impression que l'apiculture ne veut pas savoir dans quel milieu botanique elle travaille. Pourtant on a d'autres exemples avec des problématiques voisines, je pense que M. CHEVASSUS-AU-LOUIS pourrait en parler.

Pour connaître la capacité de production d'huîtres dans le bassin d'Oléron, on en est venu à faire une étude complète des facteurs qui conduisent à cette production, qui sont corrélés au régime de pluie du bassin des Charentes. On peut parfaitement modéliser les conditions, on peut approcher les causes qui vont conduire à une production modifiée. On aurait besoin de le faire en apiculture.

L'intervenant précédent.- Pour compléter mon propos, nous apiculteurs comme agriculteurs, cultivateurs, éleveurs et autres, notre particularité est de vivre sur un territoire donné par rapport à nos productions. Faire l'inventaire d'une flore plus intéressante qu'une autre, cela voudrait dire qu'il y a des zones très intéressantes pour l'apiculture et d'autres où il ne peut pas y avoir d'apiculture.

Sur le territoire français il y a de l'apiculture, il y a une production de miel qui se fait du nord au sud, de l'est à l'ouest. Contrairement à ce que l'on peut penser, les régions du nord produisent peut-être plus de miel que les régions du sud, ce n'est pas toujours évident pour certains. C'est à l'apiculteur de s'adapter à sa région, de trouver des emplacements, d'avoir des méthodes de production avec transhumance ou non. La profession apicole l'a très bien saisi et utilise les moyens qu'elle a à sa disposition.

Je suis entièrement d'accord que, comme tout producteur, on doit utiliser tous les moyens à notre disposition, donc je rejoins tout à fait cette démarche de jachère apicole, cette étude sur l'utilisation de complément protéiné pour développer des colonies plus productives en étant moins enclin à céder à une pression sanitaire quelconque.

La sélection naturelle fait son chemin. Il y en a qui disparaissent, il y en a qui restent et je pense, en tant que responsable d'une profession, qu'il faut faire en sorte qu'il y ait une formation capable de donner aux gens qui entrent dans le métier, les compétences qui leur permettront de vivre de leur travail.

M. PETAT.- J'ai une question pour M. CHEVASSUS-AU-LOUIS qui parlait tout à l'heure de mettre en connexion au niveau local des projets dont l'objectif de départ pouvait être différent, mais avec un objectif de biodiversité.

Comment ces groupes peuvent-ils se mettre en interconnexion et qui prend la responsabilité d'organiser cette connexion ? Est-ce que cela doit se situer au niveau des Chambres d'Agriculture, des Conseils régionaux ? Au niveau des antennes régionales du Muséum ? Comment M. CHEVASSUS-AU-LOUIS a-t-il déjà imaginé cette écologie de deuxième génération ?

M. CHEVASSUS-AU-LOUIS.- Mon sentiment est que c'est un créneau à prendre et que le premier collectif qui le prendra aura un avantage. L'Europe aura quand même bien du mal. Autant l'Europe était un outil puissant pour réguler les organisations communes de marché ou des exportations, autant elle va sérieusement patiner pour gérer une diversité qui va de la Roumanie à l'extrême Bretagne. Je ne vois pas tellement l'Europe comme acteur intelligent de la gestion de la biodiversité. De plus, l'état a peu de moyen, tout le monde le sait.

Effectivement regardez ce qui se passe dans des réseaux d'entreprises. Je prends un exemple, les gens qui actuellement font de la cotation environnementale des entreprises, ce sont des boîtes privées, n'importe qui peut se lancer dans une boîte de cotation environnementale ou de cotation sociale comme Nicole NOTAT. Ces gens-là, à travers des labels, des normes, des certifications, vont jouer un rôle important.

Ce marché est vraiment à prendre. Ou bien les agriculteurs au sens large se disent : « cela on sait faire », on a une tradition, on a des savoir-faire d'actions collectives etc. ou bien d'autres le prendront. Il y a une opportunité qui demande dans un premier temps un peu de philanthropie mais qui sera peut-être quelque chose de tout à fait important et solvable. Les premiers qui s'y mettront seront peut-être les premiers à pouvoir lire les règles du jeu.

Par rapport à cela, les niveaux très locaux, c'est-à-dire Département voire Région, sont à mon avis des lieux à investir parce que c'est à ce niveau-là qu'il existe une certaine unité écologique, que les acteurs se racontent un peu moins de « bobards » qu'au niveau national ou international. C'est peut-être à ce niveau-là que les choses vont se faire demain.

M. SERAI.- (*Journal de la France agricole*). On a parlé de jachères à vocation apicole. Qu'en est-il des surfaces fourragères à vocation apicole ? On sait tous que le miel du Gâtinais a été célèbre parce que les gens du Gâtinais avaient des chevaux qu'ils élevaient avec du sainfoin et ils laissaient fleurir des parcelles sur lequel se récoltait du miel.

Ne serait-il pas faisable de faire un système similaire ? Je pense à Monsieur l'Apiculteur professionnel du Réseau Biodiversité qui a des brebis, qui cultive des plantes fourragères. Il perdrait un regain par an mais au moins il récupérerait du miel et en plus il aurait également le bénéfice de l'apport protéique de ces surfaces.

Je voudrais également rapporter un témoignage que j'ai vécu dans le Nord-Est de l'Ecosse, dans l'île de Skye, où les gens ne coupent jamais les bordures de route parce qu'ils les ont plantées en trèfle blanc. Cela pousse à 12 ou 15 cm maximum de hauteur, donc ils ne jugent pas nécessaire de couper les bordures de route. Cela fait du trèfle blanc pour les abeilles.

En plus comme les moutons se baladent en liberté ils viennent également pâturer sur le bord des routes. Quand on voit ici un tracteur qui passe le broyeur sur le bord d'une route, c'est 12 à 15 litres de fuel qui s'en vont en fumée.

Apiculteur Professionnel du Réseau Biodiversité.- En ce qui concerne la culture du sainfoin, je crois avoir été un acteur dans ce pays à développer la culture de cette plante.

En ce qui me concerne, je vous ai parlé de mon troupeau ovin, et des cultures. Vous aviez du sainfoin, maintenant c'est du sainfoin jachère. Je ne cultive pratiquement que du sainfoin sur mon exploitation. Je suis du département du Roquefort, et la légende du Roquefort est venue de son fourrage, de la culture du sainfoin pour l'alimentation des brebis de race Lacaune. C'est une plante très résistante aux sécheresses.

J'ai pu faire une démonstration l'été dernier sur mon exploitation où je réunissais plus d'une cinquantaine de personnes du Ministère de l'agriculture pour montrer les quantités de fourrage pour l'alimentation des animaux, et bien entendu le retrait par les abeilles du nectar de ces plantes.

Sur mon exploitation, je ne cultive que du sainfoin que nous semons à 60 ou 70 Kg/ha. J'ai eu à donner à plusieurs agriculteurs français la variété, parce qu'il y a deux variétés : une variété monoflorale et une variété arborescente. Pour un rendement maximal, aussi bien en fourrage qu'en nectar, il faut demander la variété arborescente.

Comme le faisait apparaître M. LECOMPTE ce matin au sujet de la disparition de certaines plantes, chez nous, nous avons des plantes qui disparaissent naturellement. Je dis « naturellement » entre guillemets parce qu'en recherchant dans le sol, nous venons de nous apercevoir d'une quantité phénoménale de taupin par ex.

Certains avaient porté sur moi un jugement un peu agressif sur une réponse que j'avais faite dans un journal professionnel l'année dernière visant à demander auprès des Ministères le traitement par enrobage des graines fourragères. Pourquoi ? Pour pouvoir de nouveau semer et recueillir notre fourrage.

J'ai invité les autorités à se rendre dans une parcelle où nous le semons pour la troisième fois ; les graines fourragères ne sont pas traitées, nous ne pouvons pas employer, avec la législation actuelle, des insecticides n'importe comment, nous ne pouvons pas traiter les graines fourragères et nous avons pour la troisième année consécutive, une absence totale de fourrage sur ces parcelles.

C'est 60 000 hectares qui du être ressemés en Aveyron, ce n'est pas rien. Nous avons environ 800 000 vaches et je ne sais plus combien de millions de brebis. Imaginez-vous ce que cela veut dire. Si nous continuons comme cela, dans deux ans nous n'avons plus de fourrage dans ce département pour les animaux.

Pour lutter efficacement contre la pollution, le traitement des graines fourragères me convient nettement mieux, moi qui suis agriculteur. Je sais ce qu'est l'emploi d'un pulvérisateur, dans les conditions climatiques qui sont les nôtres et la nouvelle législation en application au 1^{er} janvier de cette année qui est complexe.

M. SERAI.- On est bien d'accord, quand vous avez laissé fleurir un sainfoin, vous récoltez après, en quantité et en qualité, un fourrage qui peut correspondre aux besoins des animaux ?

Apiculteur Professionnel du Réseau Biodiversité.- Tout à fait.

M. LECOMPTE.- En Champagne où le bassin de production de luzerne est énorme (90 000 hectares qui passent en déshydratation) on court le risque de ne pas avoir de fleurs à cause de la fauche. Cependant, dès qu'il se met à faire chaud, il y a des fleurs et on fait beaucoup de miel. Les records de production de miel toutes fleurs en France peuvent se situer en Champagne.

Nous sommes en discussion en ce moment avec les déshydrateurs et le Conseil Régional, ce qui risque fort d'aboutir à la présence permanente de 15.000 ha de luzerne en fleurs en Champagne d'une année sur l'autre.

C'est une discussion qui a été possible parce que la problématique environnement a pesé dans la discussion, parce que la capacité de discussion avec l'agriculture est présente dans la région entre les apiculteurs et les agriculteurs. C'est un processus qui peut se mettre en place.

M. DECOURTYE.- Tout le travail qui a été fait sur les couverts floristiques et les pollinisateurs, en tout cas les insectes aériens, doit être mis en relation avec des stratégies qui sont actuelles et futures.

J'entends parler de l'intégration de la protection de l'environnement dans l'écoconditionnalité, on en a parlé avec les zones tampon et les zones enherbées. Le plan de développement rural hexagonal 2007/2013 définit des mesures agro-environnementales où l'on peut proposer des couverts floristiques, on peut proposer de complexifier le paysage ou les rotations, et cela doit être mis en relation aussi avec la protection raisonnée.

Il y a des gens qui utilisent des couverts floristiques en culture pérenne, en arboriculture, en viticulture et même aussi en maraîchage, qui s'en servent comme refuge d'ennemis naturels pour ensuite faire de la protection biologique raisonnée des cultures adjacentes.

Tout cela converge et il faut qu'on ait dans nos bagages, des mesures techniquement viables pour répondre à ces différentes stratégies.

Mme DECOIN.- Un détail complémentaire à propos des couverts floristiques, il y aussi en zone de culture pérenne les haies. D'après la nouvelle réglementation dont vous parlez, pour réduire les zones non traitées à 5 m, il faut avoir soit une bande enherbée en culture basse, soit une bande végétalisée mais avec une haie de la hauteur de la culture minimum.

Il y a des travaux qui sont menés par une équipe de l'INRA d'Avignon, sur les haies composites. Leur axe de travail c'est les réservoirs auxiliaires. Je viens de publier dans « Phytoma » de janvier un article sur le psylle du poirier et les perce-oreilles.

Il y a aussi une piste apicole à creuser là parce que des prunelliers, c'est peut-être bien, du lierre qui fleurit en dehors des saisons où il y a du colza et du tournesol, c'est bien aussi. On a beaucoup parlé de jachère apicole mais du côté des haies, il y a aussi des choses intéressantes.

M. LECOMPTE.- Je vais profiter de vos propos sur la haie ou les MAE¹ pour montrer les limites qui existent du côté réglementaire. Dans le cadre du PDRH² et des MAE, on a deux mesures sur les haies et dans les deux mesures on nous dit qu'il doit y avoir deux broyages de la haie tous les cinq ans.

¹ MAE : Mesure Agri-Environnementale

² PDRH : Programme du Développement Rural Hexagonal

Je me pose la question suivante : comment fait-on pour faire venir à fleur une haie si on la broie tous les cinq ans ? Je crois que ce n'est pas possible. C'est la limite de la réglementation, quand elle est rédigée par des gens qui n'ont jamais mis les pieds dans les champs, on obtient ces résultats.

En revanche, on a d'autres mesures, les n°s 14-34 pour les zones de compensation écologique. (C'est le terme que M. CHEVASSUS utilise dans nos réunions). Dans les mesures 14-34, on a de véritables outils pour développer de la ressource pour les abeilles. Il va falloir que, sur ces outils-là, les apiculteurs s'investissent pour pousser à des bons choix d'espèces.

M. ROMMEL.- Je vais parler au nom des apiculteurs amateurs. Dans certaines régions, s'il n'y avait pas cette apiculture amateur, il y aurait de gros problèmes de pollinisation. Nous sommes vraiment des philanthropes parce que si je suis là aujourd'hui, je n'ai aucun intérêt économique, je suis là parce que je suis un amoureux de l'apiculture et que j'ai envie de faire avancer les choses.

Quand BASF m'a proposé de participer à cette jachère faunistique, je me suis précipité parce que c'était dans la juste ligne de ce que je faisais auparavant.

Dans le Nord Pas-de-Calais qui est une région assez sinistrée de ce point de vue parce qu'elle est très urbanisée, certaines choses sont faites. Depuis quelques années, nous travaillons avec l'ENR (Espace Naturel Régional) et nous proposons des espèces arbustives pour planter des haies à caractère mellifère, pollinifère et nectarifère. Ces haies ne sont pas toujours destinées aux agriculteurs, elles sont aussi destinées aux particuliers. Je pense que les particuliers ont un rôle très important à jouer dans la biodiversité.

En outre, cette année dans les deux ruchers écoles de la région, celui de Dunkerque et celui de Villeneuve d'Ascq, nous avons proposé une gamme de nichoirs ou des abris à insectes auxiliaires dont des abris pour les osmies et les mégachiles qui sont des abeilles solitaires utiles à la pollinisation, et qui ont du mal à trouver des sites de nidification naturels.

Intervenant.- On oublie aussi un argument, c'est l'agro foresterie. Des réflexions sont en cours à ce sujet, notamment dans le grand Ouest.

D'autre part, je fais partie du groupe de travail qui a négocié les MAE. Je suis désolé, mais on nous a fait venir au Ministère pour discuter de choses qui étaient déjà définies par avance. On nous a simplement demandé d'en pratiquer les modalités. Le problème majeur est là.

C'étaient des MAE pour la biodiversité, et ça ne s'est cantonné qu'à la surface des réservoirs, des zones humides, alors que cela représente 20 % des surfaces (12 % sur le Poitou Charente). Pour bénéficier des MAE, il faut des partenaires naturels, ce sont les agences de l'eau. Apparemment les agences de l'eau, dans presque la totalité de ces régions, ont d'autres objectifs ailleurs.

Sur ces MAE apicoles, il y avait deux régions, il y en a six qui l'ont mis à l'ordre du jour. Ceux qui ne l'ont pas mis à l'ordre du jour ne pourront pas en bénéficier en 2008/2013. Il n'y en a qu'une qui a mis des financements en face, pas les cinq autres. Cela veut dire que les cinq autres ne pourront activer si elles trouvent des partenaires et des financeurs.

Je voudrais remercier M. CHEVASSUS-AU-LOUIS que j'admire beaucoup, parce qu'il voit le problème dans son ensemble.

Enfin, quand on est entre apiculteurs professionnels, il n'y a pas de conflit.

M. ROMMEL.- Justement, Monsieur, appuyez-vous sur les apiculteurs amateurs pour faire avancer les choses.

Je reviens aux organisations sanitaires du Nord Pas-de-Calais où il n'y a pratiquement que des amateurs, et très peu de professionnels. On est en train de mettre en place une section biodiversité et on va travailler avec le Conseil Général sur les fauches tardives... Vous n'avez pas le temps de le faire parce que vous êtes des professionnels, vous avez autre chose à faire, alors appuyez-vous sur nous pour qu'on puisse vous aider.

M. BORNECK.- Je ne vais pas forcément dire des choses qui vont faire beaucoup plaisir aux apiculteurs. Je m'en excuse à l'avance.

C'est vrai que j'ai été au coeur du débat pendant 50 ans dans ce métier et que, à deux reprises, j'ai essayé de faire en sorte que l'apiculture soit quelque chose de mieux organisé avec la création d'une interprofession et d'un institut technique. On avait réussi enfin à faire un institut technique, on avait réussi après à faire une interprofession et c'est vrai que ce sont les apiculteurs qui ont détruit ces deux organismes. Quand même ces apiculteurs qui croient connaître tout de l'apiculture n'en connaissent même pas l'histoire.

Quand j'entends parler comme tout à l'heure du sainfoin, je me remémore que le miel du Gâtinais, qui était du sainfoin pratiquement pur à l'origine, a commencé à mourir à la suite d'une grève des bergers de moutons du Gâtinais qui étaient en conflit avec les patrons des troupeaux. C'est cela qui, avant la guerre de 14, a éliminé progressivement et rapidement la culture du sainfoin du Gâtinais, si bien qu'il y a maintenant un miel de sainfoin qui est une appellation géographique mais qui ne contient pas du tout les nectars que contenait le vrai miel de sainfoin d'autrefois.

Un autre exemple, qui montre que parfois les apiculteurs ont une mauvaise connaissance des choses : ils ne savent pas par exemple que c'est grâce à la ligne de chemin de fer Paris-Orléans que l'acacia s'est développé dans l'ensemble de la France. S'il n'y avait pas eu les voies de chemin de fer, il n'y aurait pas eu d'acacia pour tenir les remblais, et le miel d'acacia en France n'existerait pas du tout. Ce sont des choses qu'il faut connaître.

Je regrette énormément que l'apiculture ne soit pas capable de s'organiser. Toutes les fois qu'on lui a proposé des actions qui auraient pu être intéressantes, on n'a jamais les réaliser pu à cause des apiculteurs, amateurs et professionnels.

Je n'ai aucune aversion contre les amateurs, il y a des amateurs très bien formés et très bien éclairés qui sont des personnes agréables avec lesquels il fait bon travailler, et il y a des professionnels de la même sorte.

Apiculteur professionnel du Réseau Biodiversité.- Au niveau du sainfoin, je voudrais apporter une information technique capitale pour les apiculteurs, c'est que dans votre environnement, si vous avez des agriculteurs qui cultivent du sainfoin pour du fourrage, dites-leur bien de faucher le soir à la tombée de la nuit, pour deux raisons.

- D'abord pour la qualité du produit puisque le maximum de sucre se trouve dans la plante. Nous faisons des analyses pour la nutrition de nos animaux, et on s'est aperçu que c'est le soir à la tombée de la nuit que la plante est la plus riche en sucre donc qu'elle assure ensuite la meilleure conservation.
- Ensuite et surtout pour la mortalité des abeilles, parce qu'on ne fauche plus à l'aide de bœufs ou de chevaux avec des lames oscillantes, mais on fauche avec des engins à 18 Km/h qui conditionnent en même temps. C'est de la vraie boucherie. On peut détruire toutes les abeilles d'un rucher sur un champ de sainfoin. Mettez-vous en relation avec le technicien de vos chambres d'agriculture. Je sais de quoi je parle, je suis apiculteur et je sème du sainfoin.

M. TESTU.- Je remercie tous les intervenants qui ont participé à cette table ronde. Je les invite à regagner leur place et j'appelle Rémi DUMERY à venir nous rejoindre. Il va, avec Philippe LECOMPTE, nous présenter le projet de développement du Réseau Biodiversité pour les abeilles.

